


Informations de base	
<p><b>2013/0269(NLE)</b></p> <p>NLE - Procédures non législatives Décision</p>	Procédure terminée
<p>Accord UE/France: application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité</p> <p><b>Subject</b></p> <p>2.50.02 Épargne 2.70.01 Fiscalité et impôts directs 2.80 Coopération et simplification administratives 4.70.06 Régions périphériques et ultrapériphériques, territoires et pays d'outre-mer</p> <p><b>Zone géographique</b></p> <p>France</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires	NITRAS Stawomir (PPE)	10/09/2013
		Rapporteur(e) fictif/fictive BOWLES Sharon (ALDE) JOLY Eva (Verts/ALE) FOX Ashley (ECR)	
	<b>Commission pour avis</b>	<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>CONT</b> Contrôle budgétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>REGI</b> Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>	<b>Réunions</b>	<b>Date</b>
	Affaires économiques et financières ECOFIN	3343	2014-11-07


Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire
	Fiscalité et union douanière	ŠEMETA Algirdas

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
30/07/2013	Publication de la proposition législative	COM(2013)0555 	Résumé
22/10/2013	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
18/11/2013	Vote en commission		
25/11/2013	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A7-0404/2013	Résumé
11/12/2013	Décision du Parlement	T7-0556/2013	Résumé
11/12/2013	Résultat du vote au parlement		
07/11/2014	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
07/11/2014	Fin de la procédure au Parlement		
15/11/2014	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2013/0269(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 115 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p8-a2 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 113 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/7/13516

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A7-0404/2013	25/11/2013	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T7-0556/2013	11/12/2013	Résumé

## Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	<a href="#">COM(2013)0555</a> 	30/07/2013	<a href="#">Résumé</a>

## Informations complémentaires

Source	Document	Date
Parlements nationaux	<a href="#">IPEX</a>	
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

## Acte final

[Décision 2014/0793](#)  
[JO L 330 15.11.2014, p. 0010](#)

[Résumé](#)

# Accord UE/France: application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité

2013/0269(NLE) - 30/07/2013 - Document de base législatif

OBJECTIF : conclure un accord entre l'Union européenne et la France visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : en vertu de la [décision 2010/718/UE du Conseil européen](#), la collectivité territoriale de l'île Saint-Barthélemy a cessé d'être une région ultrapériphérique de l'Union, en accédant au statut de **pays et territoire d'outre-mer**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La décision 2010/718/UE précise que la France s'est engagée à conclure les **accords** nécessaires pour que les intérêts de l'Union soient préservés à l'occasion de cette évolution.

Afin de progresser dans cette voie, une décision du Conseil du 20 octobre 2011, transmise à la Commission européenne le 24 octobre 2011, a autorisé celle-ci à en négocier les termes. L'autorisation vise plus précisément un accord entre la France, au nom de Saint-Barthélemy, et l'Union européenne prévoyant l'application, en ce qui concerne ce territoire, de la législation de l'Union relative à la fiscalité de l'épargne et à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

Celle-ci fait l'objet de la présente proposition.

ANALYSE D'IMPACT : aucune analyse d'impact n'a été réalisée.

BASE JURIDIQUE : articles 113 et 115 en liaison avec article 218, par. 6, point b), et par. 8, al. 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : l'objectif est de conclure un accord prévoyant l'application, en ce qui concerne Saint-Barthélemy, des régimes prévus par :

- la directive du Conseil [77/799/CEE](#),
- [la directive du Conseil 2011/16/UE](#) sur la coopération administrative en matière fiscale, et
- [la directive du Conseil 2003/48/CE](#) relative à la taxation de l'épargne.

À cette fin, il convient de tenir compte des nouvelles avancées législatives dans ces domaines afin que **les régimes applicables à Saint-Barthélemy soient équivalents à ceux qui s'appliquent en France métropolitaine.**

En matière de fiscalité de l'épargne, l'accord doit viser les paiements d'intérêts, tels que définis à l'article 6 de la directive du Conseil 2003/48/CE et ses amendements à venir, effectués par des agents payeurs établis à Saint-Barthélemy aux bénéficiaires effectifs résidant dans l'UE.

N.B. l'accord est rendu dynamique, puisqu'il appréhende ainsi non seulement les amendements à venir des deux directives, mais également tous les actes délégués et d'exécution, présents et, le cas échéant, à venir. Cela est nécessaire pour assurer à tout moment l'équivalence de traitement entre les situations à l'intérieur de l'Union européenne, d'une part, et celles intervenant entre les États membres et Saint-Barthélemy, d'autre part.

**Définitions** : l'accord précise ce qu'il faut entendre par «autorités compétentes», «bureaux centraux» et «services de liaison», ainsi que «fonctionnaires compétents», de manière à assurer une cohérence avec les mesures nationales de transposition des directives du Conseil 2011/16/UE et 2003/48/CE qui ont été prises ou seront prises par les États membres.

**Statistiques** : la présentation à la Commission européenne de statistiques et d'informations sur l'application de l'accord à la collectivité de Saint-Barthélemy devra être assurée par la France.

**Règlement des différends** : en matière de règlement de différends, les éléments suivants ont été prévus:

- une procédure amiable entre les autorités compétentes des seuls États membres concernés lorsque la mise en œuvre ou l'interprétation de l'accord donnent lieu à des difficultés ou suscitent des doutes entre ces autorités compétentes ;
- la Commission européenne serait informée des résultats de la concertation et devra à son tour informer les autres États membres. Si le différend porte sur une question d'interprétation, la Commission pourra participer aux concertations à la demande de l'une des autorités compétentes ;
- s'il existe un différend entre les parties à l'accord sur son interprétation ou son application, les parties devront se réunir avec la Commission européenne avant toute saisine de la Cour de Justice. Celle-ci sera seule compétente pour trancher de tels différends.

**Durée de l'accord** : l'accord est à conclure pour une durée indéterminée.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a pas d'incidence sur le budget de l'UE.

## **Accord UE/France: application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité**

2013/0269(NLE) - 25/11/2013 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de Sławomir NITRAS (PPE, PL), la commission des affaires économiques et monétaires a approuvé la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République française visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité.

L'accord prévoit l'application, en ce qui concerne Saint-Barthélemy, des régimes prévus par :

- la directive du Conseil 77/799/CEE, concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs;
- la directive du Conseil 2011/16/UE sur la coopération administrative en matière fiscale, et
- la directive du Conseil 2003/48/CE relative à la taxation de l'épargne.

Dans le cadre de la conclusion de l'accord, il a été tenu compte des nouvelles avancées législatives dans ces domaines afin que **les régimes applicables à Saint-Barthélemy soient équivalents à ceux qui s'appliquent en France métropolitaine.**

## **Accord UE/France: application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité**

2013/0269(NLE) - 11/12/2013 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a approuvé par 548 voix pour, 12 contre et 33 abstentions, la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République française visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité.

# Accord UE/France: application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité

2013/0269(NLE) - 07/11/2014 - Acte final

OBJECTIF : conclure un accord entre l'Union européenne et la France visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision du Conseil 2014/793/UE relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République française visant à l'application, en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy, de la législation de l'Union sur la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité.

CONTENU : aux termes de la présente décision, l'accord entre l'Union européenne et la France visant l'application, en ce qui concerne la collectivité de **Saint-Barthélemy**, de la législation de l'Union sur **la fiscalité de l'épargne et la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité** est approuvé au nom de l'Union.

L'accord a été signé le 17 février 2014, sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.

L'accord vise à garantir que les mécanismes des directives du Conseil [2011/16/UE](#) et [2003/48/CE](#) tendant notamment à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale transfrontalières, s'appliqueront en ce qui concerne Saint-Barthélemy, malgré son changement de statut.

En effet, la collectivité de Saint-Barthélemy fait partie intégrante de la République française mais, conformément à la décision 2010/718/UE du Conseil européen, elle ne fait plus partie de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Afin de continuer à préserver les intérêts de l'Union et notamment à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales transfrontalières, l'accord permet de s'assurer que les dispositions contenues dans la législation de l'Union européenne sur la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité, ainsi que sur la fiscalité des revenus de l'épargne sous la forme de paiements d'intérêts, continuent à s'appliquer en ce qui concerne la collectivité de Saint-Barthélemy.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 7.11.2014.